



Mission régionale d'autorité environnementale

Région Hauts-de-France

**Avis de la mission régionale  
d'autorité environnementale  
Hauts-de-France  
sur le projet de régularisation  
du site de fabrication de mastics et de colles  
Den Braven à Le Meux (60)**

n°MRAe 2020-5011

## Préambule relatif à l'élaboration de l'avis

*La mission régionale d'autorité environnementale (MRAe) Hauts-de-France a été saisie pour avis le 3 décembre 2020 sur le projet de régularisation d'un site de fabrication de mastics et de colles à Le Meux dans l'Oise.*

\*\*\*

*En application de l'article R. 122-6 du code de l'environnement, le présent avis est rendu par la MRAe Hauts-de-France.*

*En application de l'article R. 122-7 III du code de l'environnement, ont été consultés,*

- l'agence régionale de santé Hauts-de-France ;*
- la direction départementale des territoires de l'Oise.*

*Par délégation que lui a donnée la MRAe lors de sa séance du 19 janvier 2021, Pierre Noualhaguet, après consultation des membres, a rendu l'avis qui suit, dans lequel les recommandations sont portées en italique pour en faciliter la lecture.*

*Il est rappelé ici que, pour tous les projets soumis à évaluation environnementale, une « autorité environnementale » désignée par la réglementation doit donner son avis et le mettre à disposition du maître d'ouvrage, de l'autorité décisionnaire et du public. Cet avis ne porte pas sur l'opportunité du projet mais sur la qualité de l'évaluation environnementale présentée par le maître d'ouvrage et sur la prise en compte de l'environnement par le projet. Il n'est donc ni favorable, ni défavorable. Il vise à permettre d'améliorer la conception du projet et la participation du public à l'élaboration des décisions qui portent sur celui-ci.*

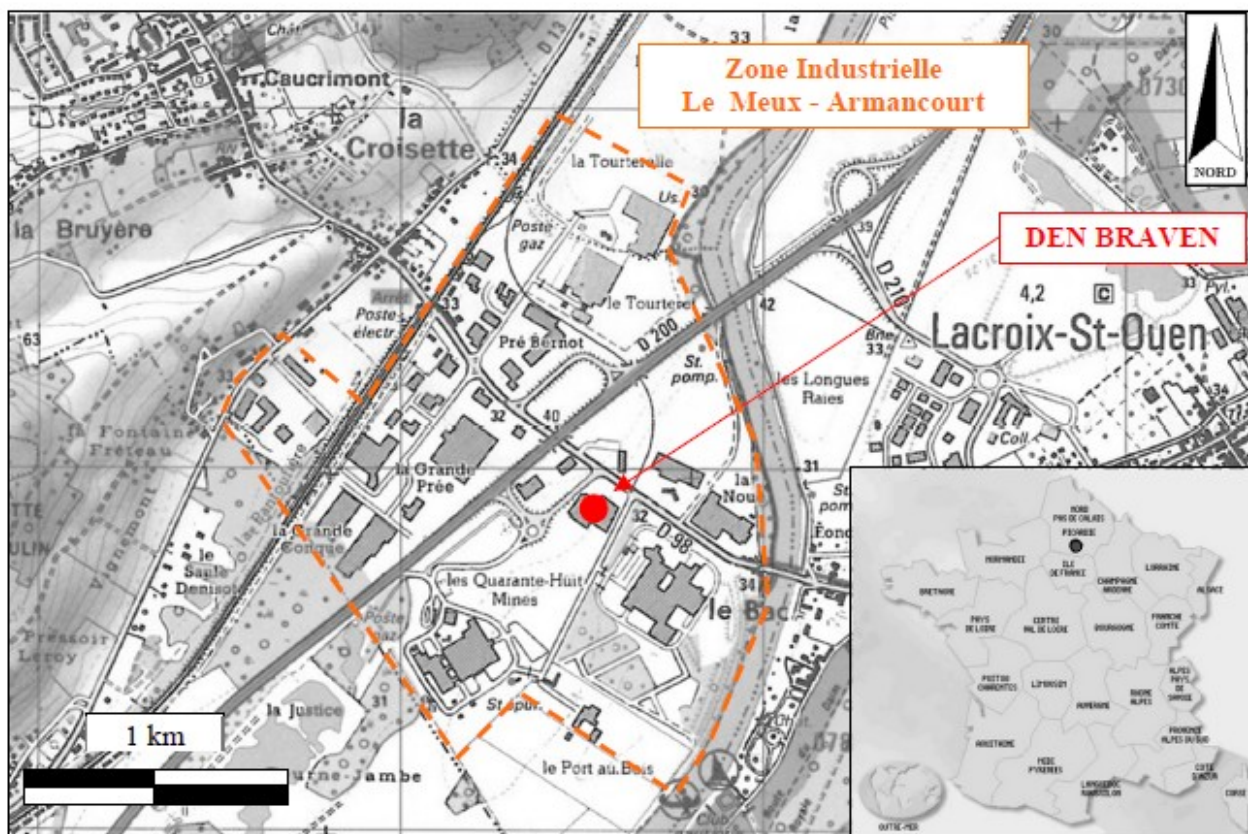
*Le présent avis est publié sur le site des MRAe. Il est intégré dans le dossier soumis à la consultation du public.*

*Les observations et propositions recueillies au cours de la mise à disposition du public sont prises en considération par l'autorité compétente pour autoriser le projet.*

## Avis de l'autorité environnementale

### I. Contexte

Le projet concerne la régularisation d'un site de fabrication de mastics et de colles de la société Den Braven à Le Meux (60). Il se situe dans l'Oise au sein de la zone industrielle du Meux. Les habitations les plus proches sont à 500 mètres à l'est du site, en rive gauche de l'Oise à Lacroix-Saint-Ouen.



Localisation du projet (source étude d'impact page 13)

La société est spécialisée dans la fabrication et le conditionnement des mastics silicones, des mastics et des colles polyuréthanes et hybrides. L'activité fait l'objet d'un récépissé de déclaration préfectoral du 19 juin 1998.

Le dossier concerne une demande d'autorisation d'exploiter au titre d'une installation classée pour la protection de l'environnement, au titre des rubriques 3410 (fabrication de polymères en quantité industrielle par transformation chimique) et 4110 (substances et mélanges liquides susceptibles d'être présents de toxicité aiguë catégorie 1 pour l'une au moins des voies d'exposition, à l'exclusion de l'uranium et ses composés). Le site de la société est soumis à la réglementation relative aux émissions industrielles (IED) au titre de la rubrique 3410.

Les autres rubriques ICPE concernées par le projet sont : 1510 (stockage de matières, produits ou substances combustibles dans des entrepôts couverts), 1978 (solvants organiques), 2663 (stockage de pneumatiques et produits composés d'au moins 50 % de polymères), 2925 (ateliers de charge d'accumulateurs électriques), 3410 (fabrication de produits chimiques organiques), 4331 (liquides inflammables de catégorie 2 ou catégorie 3 à l'exclusion de la rubrique 4330), 4511 (dangereux pour l'environnement aquatique de catégorie chronique 2), 4719 (acétylène), 4722 (méthanol), 4725 (oxygène), et 4726 (2,4-diisocyanate de toluène ou 2,6-diisocyanate de toluène).

La société a déposé un dossier de demande d'autorisation, afin de régulariser sa situation administrative, pour l'exploitation d'une usine de fabrication de mastics et de colles polyuréthane et hybrides.

La demande d'autorisation porte sur la fabrication de 77 tonnes par jour de polymères. Aucune extension du bâtiment n'a été réalisée depuis sa construction et n'est en prévision.

## **II. Avis de l'autorité environnementale**

L'avis de l'autorité environnementale porte sur la qualité de l'évaluation environnementale et la prise en compte de l'environnement par le projet.

Les enjeux essentiels dans le dossier sont les risques de pollution des eaux en cas d'incendie ou d'inondation, et les risques sanitaires.

Le site est implanté en zone inondable. Il est situé en zone bleue du plan de prévention des risques inondation (PPRI) de l'Oise entre Compiègne et Pont-Sainte-Maxence prescrit le 4 décembre 2014, et modifié le 29 janvier 2017 (zone exposée à un risque d'inondation, mais à un degré moindre qu'en zone rouge). Le dossier indique que les bâtiments ont été rehaussés, lors de leur construction, au-dessus du niveau de référence de la crue et qu'une procédure de mise à l'abri des produits stockés en conteneurs mobiles ou palette, avec une possible délocalisation du stockage ou une mise en hauteur des stockages, possibles grâce la dynamique lente des phénomènes de crue dans le secteur. De plus le dossier ne prévoit pas de nouvelle construction.

Selon la nouvelle carte du PPRI en cours de révision, le site est situé en zone de hauteur d'eau comprise entre 0 et 1 m. Le sol des bâtiments de Den Braven est désormais situé en-dessous de la nouvelle cote de référence de crue (33,457 m NGF), à 33,1 m NGF. L'exploitant doit prendre en compte la nouvelle côte de référence de crue, notamment pour le stockage des produits polluants, et faire des propositions d'évacuation ou de mise en sécurité des produits polluants et déchets pollués, en cas d'inondation,

Les eaux d'extinction d'incendie seront retenues par une vanne de barrage dans la zone des quais. Un bassin de rétention est à l'étude. Il est souhaitable de finaliser cette démarche pour s'assurer que l'ensemble du volume des eaux d'extinction d'un éventuel incendie pourra être confiné sur site, afin d'éviter toute pollution de l'Oise. Le calcul du volume nécessaire à cette rétention n'est pas présenté.

*L'autorité environnementale recommande :*

- *de faire des propositions d'évacuation ou de mise en sécurité des produits polluants et déchets pollués, en cas d'inondation ;*
- *de finaliser l'étude et la réalisation du bassin de rétention des eaux d'extinction d'incendie.*

La partie descriptive des rejets dans l'atmosphère reprend les émissions de composés organiques volatils (COV) des ateliers, les polluants des chaudières et du trafic induit. Les rejets de COV et de polluants de combustion sont évoqués. Seuls les COV sont retenus pour l'évaluation quantitative, les autres polluants étant peu spécifiques de l'activité et émis en faible quantité. La quantification des émissions par COV n'est pas présentée. La quantité de substance employée par an dans le process est indiquée pour certaines molécules, mais pas pour toutes. Le bilan n'est pas complet, car les flux de polluants doivent être renseignés par substance.

Par ailleurs les valeurs toxicologiques de référence ne sont pas présentées pour chacune des substances émises.

Les sept substances d'intérêt identifiées pour l'évaluation des risques sanitaires sont choisies sur des critères insuffisamment expliqués (quantités rejetées, flux rejetés, toxicité, potentiel de risque...). Il est indiqué que les trois polluants traceurs retenus parmi les sept substances sont caractéristiques des émissions aériennes et présentent une forte toxicité (xylène, le 1-méthoxy-2-propanol et le TDI). Les données utilisées et la méthode pour le choix des sept substances et des trois retenues pour l'évaluation des risques doivent être complétées. Il est important de consolider et justifier clairement le choix des substances pour l'évaluation des risques sanitaires.

Enfin des mesures ont été réalisées pour évaluer l'état de l'environnement pour les substances d'intérêt. Les investigations ont permis de détecter le toluène et le xylène dans l'air de l'environnement du site. Il semble que les points de mesure n'aient pas inclus de point local témoin, de sorte qu'il n'est pas possible de déterminer s'il y a une dégradation de l'environnement due au fonctionnement du site.

*L'autorité environnementale recommande de compléter l'évaluation des risques sanitaires et de :*

- *renseigner les flux de polluants par substance ;*
- *présenter les valeurs toxicologiques de référence pour chacune des substances émises ;*
- *détailler les données et la méthode utilisées dans le choix des substances d'intérêt et des traceurs retenus ;*
- *inclure un point local témoin dans la mesure des substances d'intérêt.*